

maintenant devenu un ambassadeur hors pair pour toute notre région et pour le Canada entier. Je veux aujourd'hui souligner cette performance impressionnante.

Le talent et l'adresse d'André Roger continuent de fasciner les foules à travers le monde et nous en sommes tous très fiers. Pour son apport à la région des Moulins et au comté de Terrebonne, André Roger mérite l'estime et la reconnaissance de la population canadienne et de nous tous en cette Chambre. Encore une fois, bravo André Roger!

* * *

[Traduction]

LES NATIONS UNIES

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, le week-end dernier, à Vancouver, le Parti libéral du Canada a parrainé un symposium qui a connu un vif succès et qui portait sur le rôle du Canada et des Nations Unies au XXI^e siècle.

Cet événement, à caractère non partisan, regroupait des spécialistes nationaux et internationaux ainsi que des Canadiens représentant tous les secteurs de la société, qui ont discuté du statut actuel ainsi que des possibilités futures des Nations Unies. En plus de souligner la nécessité de renforcer le rôle de l'ONU dans un monde de plus en plus interdépendant, les participants ont insisté sur l'urgence de procéder à une réforme institutionnelle de cet organisme.

Les spécialistes de questions telles que le rôle de chef de file de l'ONU et la sélection du secrétaire général de cet organisme se sont prononcés depuis de nombreuses années. Toutefois, on a constaté que ce qui fait défaut c'est le manque d'une volonté et d'un engagement politique de la part des pays membres de réformer l'ONU, pour ainsi favoriser la paix et la sécurité mondiale, de promouvoir une telle réforme, ainsi que renforcer les Nations Unies.

Le directeur de l'Association des Nations Unies au Canada a invité les autres grands partis politiques du pays à répéter l'initiative importante du Parti libéral du Canada en suscitant un débat public et politique relativement aux questions touchant l'ONU.

Questions orales

L'ÉCONOMIE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je voudrais m'attaquer aujourd'hui à deux mythes économiques. Le premier veut que les sociétés, surtout les sociétés étrangères, évitent l'Ontario depuis que le Nouveau Parti démocratique y est au pouvoir.

Or, Investissement Canada vient de publier son rapport pour 1991 et affirme que les sociétés étrangères investissent effectivement au Canada. En fait, plus de 55 p. 100 d'entre elles ont choisi l'Ontario.

Ce rapport détruit un autre mythe économique. Les conservateurs prétendent que, dans l'ensemble du Canada, on enregistre plus d'investissements étrangers depuis la signature de l'Accord de libre-échange. Pourtant, cette année, la valeur des investissements étrangers a diminué de 3, 6 milliards de dollars par rapport à l'année précédente et les investissements dans les nouvelles affaires, qui sont véritablement créatrices d'emplois, sont de 25 p. 100 inférieurs à ceux de l'année précédente.

M. le président: Je voudrais signaler à la Chambre que l'horloge que nous devons suivre est celle que j'ai ici et qu'elle indique 14 h 15. Ne tenez pas compte des autres horloges.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Ravie de vous revoir.

En janvier, le Comité des affaires extérieures de la Chambre a adopté une motion qui a reçu l'appui de tous les députés conservateurs membres du comité. La voici: «Nous recommandons que le gouvernement et ses négociateurs tiennent le Parlement et ce comité régulièrement et pleinement au courant des consultations présentes et futures relatives à un Accord de libre-échange nord-américain.»

En fin de semaine, le gouvernement a terminé la première étape des négociations sans que le Parlement en soit le moins informé.

Quand le Parlement sera-t-il pleinement informé de la teneur des négociations, comme l'a recommandé un comité formé de représentants des trois partis?